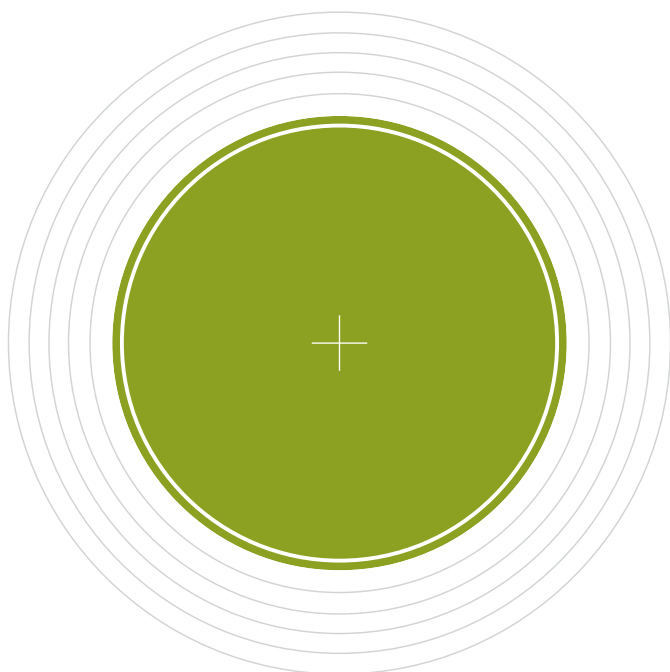


2013



LUXEMBOURG :
FISCALITÉ DES PERSONNES
PHYSIQUES



CLASSE D'IMPÔTS

	SANS ENFANT	AVEC ENFANT(S) À CHARGE	ÂGÉ D'AU MOINS 64 ANS AU 1 ^{ER} JANVIER
CÉLIBATAIRE	1	1a	1a
+ MARIÉ/ PARTENAIRE	2	2	2
++ SÉPARÉ	1	1a	1a
++ DIVORCÉ	1	1a	1a
++ VEUF	1a	1a	1a

+ Partenaires liés par un contrat de partenariat (ayant existé durant toute l'année d'imposition) qui demandent à être imposés collectivement (via une déclaration fiscale). Les contribuables non -résidents ne peuvent faire valoir cet avantage qu'en optant pour être assimilés à des résidents.

++ La classe 2 continue à être octroyée à ces contribuables pendant les 3 années suivant le décès ou le jugement qui autorise la séparation ou le divorce.

Les contribuables non-résidents mariés réalisant plus de 50% de leurs revenus professionnels imposables au Luxembourg sont rangés en classe 2 (à défaut, ils sont rangés en classe 1a).

TAUX D'IMPÔT

TAUX MARGINAL D'IMPOSITION

	42,80 % INCLUANT LA CONTRIBUTION AU FONDS POUR L'EMPLOI DE 7 %	43,60 % INCLUANT LA CONTRIBUTION AU FONDS POUR L'EMPLOI DE 9 %
	Applicable aux revenus imposables (€)	Applicable aux revenus imposables (€) supérieurs à
CLASSE 1	de 100.050 à 150.000	150.000
CLASSE 1A	de 35.300 à 150.000	150.000
CLASSE 2	de 200.050 à 300.000	300.000

TAUX D'IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LA DEUXIÈME CARTE D'IMPÔT

CLASSE D'IMPÔT 1	33 %
CLASSE D'IMPÔT 1A	21%
CLASSE D'IMPÔT 2	15%

- Retenue d'impôt à la source sur les dividendes: 15,00 %
- Retenue d'impôt à la source sur les intérêts: 10,00 %
- Retenue d'impôt à la source sur les tantièmes: 20,00 %

○ TAUX MOYENS D'IMPOSITION ⁺

REVENU IMPOSABLE(€)	CLASSE D'IMPÔT 1	CLASSE D'IMPÔT 1A	CLASSE D'IMPÔT 2
30.000	10,24%	4,15%	1,38%
60.000	24,68%	22,93%	10,74%
90.000	30,36%	29,55%	19,33%
120.000	33,38%	32,86%	26,00%
150.000	35,26%	34,85%	29,36%
180.000	37,20%	36,85%	31,60%
210.000	38,12%	37,82%	32,18%

+ Incluant la contribution au fonds pour l'emploi de 7% ou 9% et le crédit d'impôt de 300€ pour revenus professionnels.

○ MODÉRATION D'IMPÔT POUR ENFANT À CHARGE

Modération d'impôt par enfant à charge de 76,88€/ mois
ou 922,50€/ an versée comme suit :

ENFANT OUVRANT DROIT AUX ALLOCATIONS FAMILIALES	Boni pour enfant versé par la CNPF à l'attributaire des allocations familiales
ENFANT N'OUVRANT PAS DROIT AUX ALLOCATIONS FAMILIALES	Dégrèvement par voie de déclaration fiscale/décompte annuel
ÉTUDIANT RÉSIDANT AU LUXEMBOURG QUI POURSUIT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES	Boni pour enfant inclus dans l'aide financière accordée par l'État
ÉTUDIANT NON-RÉSIDENT AU LUXEMBOURG QUI POURSUIT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES	Dégrèvement par voie de déclaration fiscale/décompte annuel

○ CRÉDITS D'IMPÔT

Crédit d'impôt pour salarié (CIS) et pour pensionné (CIP) :
300€/an (25€/mois).

Chaque mois, le CIS est automatiquement :

- Soit déduit du montant de la retenue d'impôt sur salaire/pension
- Soit ajouté au salaire/pension net si le montant de la retenue d'impôt est nul/inférieur à 25€

Crédit d'impôt pour indépendant (CII) : 300€/an ⁽⁰¹⁾

Crédit d'impôt monoparental (CIM) : 750€/an ou (62,50€/mois) ⁽⁰²⁾

FRAIS D'OBTENTION

	FORFAIT ANNUEL
FRAIS D'OBTENTION POUR SALARIÉS	540 €
FRAIS DE DÉPLACEMENT (EN FONCTION DE LA DISTANCE DOMICILE /LIEU DE TRAVAIL)	De 0 € à 2.574 €
FRAIS D'OBTENTION POUR PENSIONNÉS	300 €
FRAIS D'OBTENTION POUR REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS	25 € ⁽⁰³⁾

DÉPENSES SPÉCIALES

À défaut de dépenses effectives plus élevées, un forfait de 480 € ⁽⁰⁴⁾ est déductible (voir ci-dessous).

DÉPENSES SPÉCIALES EN LIEU ET PLACE DU FORFAIT DE 480 €

	MONTANT ANNUEL MAX. DÉDUCTIBLE
INTÉRÊTS DÉBITEURS	336 € ⁽⁰⁵⁾
COTISATIONS ÉPARGNE-LOGEMENT	672 € ⁽⁰⁵⁾
PRIMES D'ASSURANCE EN CAS DE VIE, DÉCÈS, ACCIDENT, INVALIDITÉ, MALADIE OU RESPONSABILITÉ CIVILE	672 € ⁽⁰⁵⁾
PRIME UNIQUE AU TITRE D'UNE ASSURANCE DÉCÈS POUR GARANTIR UN PRÊT RELATIF À L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE POUR DES BESOINS PERSONNELS D'HABITATION. PLAFOND DE 672 € MAJORÉ DE :	6.000 € ⁽⁰⁶⁾

Contribuables âgés de plus de 30 ans, la majoration de 6.000 € est augmentée de 8 % par année d'âge sup. à 30 ans sans que cette majoration ne puisse dépasser 160 % de la susdite majoration.

PRIME D'ASSURANCE POUR INDEMNITÉ JOURNALIÈRE EN CAS D'INCAPACITÉ DE TRAVAIL (POUR INDÉPENDANTS) PLAFOND DE 672 € MAJORÉ DE :	1.500 € ⁽⁰⁷⁾
PENSION ALIMENTAIRE VERSÉE AU CONJOINT DIVORCÉ	24.000 €

Primes versées au titre d'un contrat de prévoyance-vieillesse ⁽⁰⁷⁾ en fonction de l'âge du souscripteur (de 1.500 € à 3.200 €).



DÉPENSES SPÉCIALES EN SUS DU FORFAIT DE 480 €

MONTANT ANNUEL MAX. DÉDUCTIBLE

COTISATIONS OBLIGATOIRES EN RAISON DE L’AFFILIATION AU RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE LUXEMBOURGEOIS OU ÉTRANGER (SAUF LA CONTRIBUTION DÉPENDANCE)	Sans plafond
COTISATIONS VERSÉES À LA MUTUALITÉ DES EMPLOYEURS (AFFILIATION VOLONTAIRE DE L’INDÉPENDANT/CONJOINT AIDANT POUR LE RISQUE INCAPACITÉ DE TRAVAIL)	Sans plafond
COTISATIONS PERSONNELLES À UN PLAN DE PENSION COMPLÉMENTAIRE CONFORME À LA LOI DU 08.06.1999	1.200 €
LIBÉRALITÉS (MONTANT MIN.: 120 €/AN)	20 % du revenu imposable ou 1.000.000 €
PERTES D’EXPLOITATION REPORTÉES	Sous conditions



TAUX DE COTISATIONS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

	PART SALARIALE	PART PATRONALE
+ ASSURANCE PENSION	8 %	8 %
+ ASSURANCE MALADIE	3,05 %	3,05 %
++ ASSURANCE DÉPENDANCE	1,40 %	N/A
+ SANTÉ AU TRAVAIL	N/A	0,10 %-0,11 % +++
+ ASSURANCE ACCIDENT	N/A	1,10 % (taux unique)
MUTUALITÉ DES EMPLOYEURS	N/A	0,42 % à 2,64 % ++++

- + Les cotisations sont prélevées jusqu’au plafond annuel cotisable de 112.451,28 € (indice 756,27)
- ++ La contribution dépendance est prélevée au taux de 1,40 % sur le salaire brut (sans plafond) après déduction d’un abattement mensuel
- +++ Pour les entreprises affiliées aux services de santé au travail de l’industrie (STI)/multisectoriel (STM)
- ++++ Le taux de cotisation varie en fonction du taux d’absentéisme des salariés de l’entreprise



CHARGES EXTRAORDINAIRES

MONTANT ANNUEL MAX. DÉDUCTIBLE

ABATTEMENT POUR LES FRAIS D'ENTRETIEN ET D'ÉDUCATION DES ENFANTS NE FAISANT PAS PARTIE DU MÉNAGE DU CONTRIBUABLE (PAR EX. PENSION ALIMENTAIRE)	3.480 € par enfant ⁽⁰⁸⁾
ABATTEMENT POUR FRAIS DE DOMESTICITÉ (PERSONNEL ENGAGÉ DIRECTEMENT PAR LE CONTRIBUABLE OU VIA UNE SOCIÉTÉ DE SERVICES) ET DE GARDE D'ENFANT	3.600 €
ABATTEMENT À L'INVESTISSEMENT EN CAPITAL - RISQUE	30 % du revenu imposable
ABATTEMENT POUR L'ENTRETIEN COMPLET DE PROCHES PARENTS/ALLIÉS VIVANT DANS LE MÉNAGE DU CONTRIBUABLE	variable en fonction de l'âge du parent/allié dépendant



EXEMPTIONS FISCALES

- Rémunération des heures supplémentaires pour les salariés n'ayant pas la qualité de cadres supérieurs: **exemption du salaire de base et de la majoration.**
- Rémunération pour travail dominical/lors d'un jour férié ou de nuit: **exemption de la majoration.**
- Frais de déplacements professionnels avec voiture privée (hors déplacements domicile/lieu de travail): **exemption maximale de 0,40 € par km.**
- Revenus de capitaux mobiliers imposables par voie d'assiette: exonération maximale de **1.500 €/an ⁽⁰³⁾.**
- Intérêts créditeurs attribués sur un compte épargne - logement agréé au Luxembourg: **exemption totale.**
- Dividendes provenant d'actions de sociétés résidentes au Luxembourg ou dans l'UE ou dans un État avec lequel le Luxembourg a conclu une convention contre la double imposition (pleinement imposables): **exemption à concurrence de 50 %.**
- Rentes viagères résultant d'un contrat de prévoyance - vieillesse souscrit par le contribuable: **exemption à concurrence de 50 %.**



RÉGIME FISCAL POUR EXPATRIÉS

Sous certaines conditions, une exemption fiscale peut être accordée, sur demande, pour certains frais exposés dans le cadre de l'expatriation de salariés hautement qualifiés et spécialisés.

Ce régime est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011. La demande doit être introduite dans les 2 mois de leur arrivée au Luxembourg.



AVANTAGES EN NATURE

MISE À DISPOSITION D'UN LOGEMENT DE FONCTION

AN imposable: 75% du loyer à condition que le contrat de bail soit conclu par l'employeur.

MISE À DISPOSITION D'UNE VOITURE DE FONCTION

(utilisée à des fins privées)

- AN imposable: 1,5%/mois (18%/an) du prix d'acquisition de la voiture à l'état neuf (options et TVA comprises), diminué de la remise éventuelle.
- Imposition supplémentaire lors du rachat par le salarié si la valeur de marché du véhicule au moment du rachat est supérieure au prix d'acquisition payé par le salarié.

ÉCONOMIE D'INTÉRÊTS (PRÊT À UN TAUX RÉDUIT) OU SUBVENTION D'INTÉRÊTS

L'AN imposable pour l'économie d'intérêts est calculé par rapport à un taux de référence de 2%. L'AN imposable pour la subvention d'intérêts correspond au montant nominal des intérêts pris en charge par l'employeur.

Exonérations fiscales applicables:

- Prêts hypothécaires en relation avec l'habitation personnelle du contribuable: **3.000 €/an** (classe d'impôt 1) ou **6.000 €/an** (classes d'impôt 1a et 2 si imposition collective).
- Autres prêts: **500 €/an** (classe d'impôt 1) ou **1.000 €/an** (classes d'impôt 1a et 2 si imposition collective).
L'économie/subvention d'intérêts est en outre exemptée de sécurité sociale.

CHÈQUES REPAS (VALEUR FACIALE DE 8,40 €)

Exonération fiscale: **5,60 €** par chèque. Exemption totale de sécurité sociale.



INTÉRÊTS D'ÉPARGNE

RÉSIDENTS LUXEMBOURGEOIS

L'agent payeur luxembourgeois doit effectuer une retenue d'impôt à la source de 10% sur certains intérêts (comptes épargne, comptes à terme, obligations, etc.). Cette retenue vaut imposition définitive pour les intérêts perçus dans le cadre de la fortune privée du contribuable.

Lorsque l'agent payeur est établi dans l'EEE ou dans un pays avec lequel le Luxembourg a conclu un accord, le contribuable résident luxembourgeois peut également opter pour la retenue libératoire de 10% par le biais du formulaire ad hoc.

NON - RÉSIDENTS

L'agent payeur luxembourgeois doit effectuer une retenue d'impôt à la source de 35% depuis le 1^{er} juillet 2011 sur certains intérêts payés aux contribuables résidents dans un autre État membre de l'UE (ainsi que dans certains États non-membres de l'UE) sauf s'ils ont opté pour l'échange d'informations ou la production d'un certificat émis par les autorités fiscales de leur pays d'origine.



PLUS-VALUE SUR LA CESSIION DE PARTICIPATIONS / BONI DE LIQUIDATION

La plus-value correspond à la différence entre le prix de vente et le prix d'acquisition réévalué le cas échéant.

	PARTICIPATION DÉTENUE DEPUIS MOINS DE 6 MOIS	PARTICIPATION DÉTENUE DEPUIS PLUS DE 6 MOIS
PARTICIPATION ≤ 10 % DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ	Imposition aux taux progressifs ordinaires (max. 42,80 % voire 43,60 %) + contribution à l'assurance dépendance de 1,4 %	Exemption
PARTICIPATION >10 % DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ (PARTICIPATION IMPORTANTE)	Imposition aux taux progressifs ordinaires (max. 42,80 % voire 43,60 %) + contribution à l'assurance dépendance de 1,4 %	Imposition au 1/2 taux global (max. 21,40 % voire 21,80 %) + contribution à l'assurance dépendance de 1,4 % Abattement ⁺ de 50.000 € (doublé pour les époux/partenaires imposables collectivement)

⁺ L'abattement commun aux plus-values sur cession de participations importantes et aux plus-values sur cession d'immeubles est renouvelable tous les 10 ans.



FISCALITÉ DE L'IMMOBILIER

INTÉRÊTS DÉBITEURS PAYÉS SUR LA RÉSIDENCE PRINCIPALE DÉDUCTIBLE

MONTANT ANNUEL MAX. DÉDUCTIBLE

2 ANNÉES PRÉCÉDANT L'OCCUPATION DE L'IMMEUBLE	illimité
POUR L'ANNÉE DE L'OCCUPATION ET LES 5 ANNÉES QUI SUIVENT	1.500 €
POUR LES 5 ANNÉES SUBSÉQUENTES	1.125 €
POUR LES ANNÉES SUIVANTES (APRÈS 10 ANS)	750 €

PLUS-VALUE SUR CESSIION D'IMMEUBLES

PLUS-VALUE RÉALISÉE SUR LA RÉSIDENCE PRINCIPALE	Exemption
PLUS-VALUE RÉALISÉE MOINS DE 2 ANS APRÈS L'ACQUISITION DE L'IMMEUBLE	Imposition aux taux progressifs ordinaires (max. 42,80 % voire 43,60 %) + contribution à l'assurance dépendance de 1,4 %
PLUS-VALUE RÉALISÉE PLUS DE 2 ANS APRÈS L'ACQUISITION DE L'IMMEUBLE	Imposition au 1/2 taux global (max. 21,40 % voire 21,80 %) + contribution à l'assurance dépendance de 1,4 % Abattement ⁺ de 50.000 € (doublé pour les époux /partenaires imposables collectivement) Un abattement supplémentaire de 75.000 € est accordé si la plus-value a été réalisée sur la vente d'un immeuble acquis par voie de succession en ligne directe et si cet immeuble était utilisé par les parents comme résidence principale. Cet abattement est accordé pour la part héréditaire de chacun des époux.

⁺ L'abattement commun aux plus-values sur cession de participations importantes et aux plus-values sur cession d'immeubles est renouvelable tous les 10 ans.

IMPOSITION DIFFÉRÉE - REMPLOI

Il est possible de transférer la plus-value sur des immeubles acquis en remploi du prix de cession. Les immeubles acquis en remploi doivent être des immeubles nouvellement construits destinés au logement locatif et situés au Luxembourg.

NON - RÉSIDENTS

Les non-résidents peuvent opter pour être assimilés aux résidents luxembourgeois via leur déclaration fiscale.

CONDITIONS	<ul style="list-style-type: none">o Au moins 90% ⁽⁰⁹⁾ des revenus professionnels et non professionnels du contribuable sont imposables au Luxembourg.o Déclaration de revenus mondiaux du ménage au Luxembourg.
EFFETS	<ul style="list-style-type: none">o Application des mêmes déductions et abattements que pour les résidents luxembourgeois.o Prise en compte des intérêts débiteurs liés à la résidence principale ⁽¹⁰⁾ située à l'étranger (avec application des mêmes plafonds de déductibilité que pour les résidents luxembourgeois). Ceci contribue à réduire le taux d'imposition applicable aux revenus de source luxembourgeoise.

- (01) Le CII est accordé par le biais de la déclaration fiscale. Il n'est pas accordé si le contribuable a déjà perçu le CIS ou le CIP.
- (02) Le CIM est accordé sur demande. Il est diminué de 50% du montant des allocations de toute nature dont bénéficie l'enfant (hormis les rentes d'orphelins et les prestations familiales), qui dépassent le montant de 1.920€.
- (03) Doubé pour les couples mariés/partenaires imposables collectivement.
- (04) Doubé en cas d'imposition collective si chacun des époux perçoit un revenu salarié.
- (05) Augmenté de son propre montant pour le conjoint et pour chaque enfant.
- (06) Augmenté de 1.200€ pour chaque enfant à charge.
- (07) En cas d'imposition collective, le montant déductible s'applique pour chaque époux, si des contrats séparés ont été conclus.
- (08) Cet abattement s'applique soit au couple divorcé pour celui des parents qui verse une pension alimentaire à l'enfant, soit au couple vivant en union libre pour celui des parents qui est imposable en classe d'impôt 1.
- (09) 50 % pour les résidents belges.
- (10) Applicable également aux immeubles locatifs situés à l'étranger, générant une perte de location suite à la déduction non seulement des intérêts débiteurs, mais de l'ensemble des charges liées à l'immeuble.

Dernière mise à jour: Avril 2013

Ce document a pour vocation de servir de guide général.

Quand bien même nous nous efforçons de fournir des informations exactes, il n'existe aucune garantie que ces informations seront correctes au moment de leur lecture ou le resteront dans le futur, dans la mesure où elles peuvent être affectées par des changements législatifs ou d'interprétation de la législation fiscale.



IFGROUP.LU



IF ADVISORY

121, AVENUE DE LA FAÏENCERIE

L-1511 LUXEMBOURG

BP 1832

L-1018 LUXEMBOURG

T +352 47 68 47-2

F +352 46 52 25



RAPHAËL MORTIER

Conseil PME & Dirigeants d'entreprises

T +352 47 68 47 451

RAPHAEL.MORTIER@IFGROUP.LU



JANIQUE BULTOT

Senior Manager

T +352 47 68 47 445

JANIQUE.BULTOT@IFGROUP.LU



IF EXPERTS-COMPTABLES



IF CORPORATE SERVICES



IF PAYROLL & HR



IF ONLINE



an independent member of
BAKER TILLY
INTERNATIONAL